



COMPTE-RENDU DE LA 4^{EME} CONFERENCE REGIONALE SANTE-ENVIRONNEMENT AUVERGNE-RHONE-ALPES

Préfecture du Rhône (Lyon), le 11 juin 2019

1 PRÉSENTATION SYNTHÉTIQUE DE L'AVANCEMENT DU PLAN REGIONAL SANTE-ENVIRONNEMENT (PRSE) 3 AUVERGNE-RHONE-ALPES

Intervenant : Bruno Fabres, responsable du Pôle santé-environnement au sein de la Direction de la santé publique de l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes

L'intervention a permis de faire état de l'avancement des 19 fiches-actions qui composent les 3 axes du PRSE 3.

Axe 1 : DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES EN MATIÈRE DE SANTÉ-ENVIRONNEMENT

Avancement par action – Axe 1

Réalisations	Outils et méthodes en cours	Difficultés
--------------	-----------------------------	-------------

Actions	Avancement	Mots-clés
Action 1 - Consolider l'observation en santé-environnement et faciliter son utilisation par les décideurs		Outil BALISES / open data / analyse des besoins des collectivités
Action 2 – Caractériser les zones d'inégalités environnementales, socio-économiques et sanitaires		Méthodologie de définition des ITESS / Capitalisation sur la méthode de conduite d'études de zone
Action 3 – Définir la stratégie régionale en éducation à la santé-environnement		Pôle ESE et Charte pour des principes d'action partagés en ESE / appel à projet
Action 4 – Mettre en place un site Internet ressource pour l'éducation à la santé-environnement		Site internet collaboratif ESE / promotion du site
Action 5 – Favoriser et accompagner la mise en œuvre d'actions locales d'éducation à la santé-environnement		Binômes départementaux de référents ESE / méthodologie de l'appel à projets pour actions locales
Action 6 – Former les acteurs compétents en éducation à la santé-environnement		Formation de 150 acteurs
Action 7 – Former les élus territoriaux à la santé-environnement en région AuRA		257 élus formés / Méthode de mobilisation sur la durée
Action 8 – Conforter l'offre de formation à la santé-environnement des branches professionnelles		Cibles identifiées sur le volet « bâtiment » / Partenariat sur le volet santé et le volet agricole
Action 9 – Organiser des campagnes d'information grand public		À démarrer en 2019
Action 10 – Diffuser les éléments de connaissance disponibles sur les « questions socialement vives en santé-environnement »		Fiche-repère QSV / liste des risques émergents à traiter

Axe 2 : CONTRIBUER A REDUIRE LES SUREXPOSITIONS RECONNUES

Avancement par action – Axe 2

Réalisations	Outils et méthodes en cours	Difficultés
--------------	-----------------------------	-------------

Actions	Avancement	Mots-clés
Action 11 – Soutenir l'action locale en faveur de la qualité de l'air extérieur		appel à manifestation d'intérêt / plateforme
Action 12 – Contribuer à réduire les mésusages des pesticides		Éléments de langage et kit de communication / cahier des charges pour leur diffusion
Action 13 – Réduire l'exposition de la population aux pollens allergisants		Partenariats avec le milieu agricole, les travaux publics, référents ambroisie des collectivités ... / mobilisation de tous
Action 14 – Accompagner les habitants vers une meilleure gestion de l'air intérieur		Journées techniques QAI / feuille de route radon en finalisation
Action 15 – Promouvoir et accompagner la mise en place de plans de gestion de la sécurité sanitaire de l'alimentation en eau potable		Partenariat avec les acteurs de l'eau

Axe 3 : AMÉLIORER LA PRISE EN COMPTE DES ENJEUX DE SANTÉ DANS LES POLITIQUES TERRITORIALES À VOCATION ÉCONOMIQUE, SOCIALE OU ENVIRONNEMENTALE

Avancement par action – Axe 3

Réalisations	Outils et méthodes en cours	Difficultés
--------------	-----------------------------	-------------

Actions	Avancement	Mots-clés
Action 16 – Mettre en place des mesures visant à limiter la vulnérabilité des systèmes naturels et humains aux aléas climatiques		PCAET comme levier / Indicateurs / AAP pour expérimentation
Action 17 – Intégrer les enjeux de santé-environnement dans l'aide à la décision sur les documents de planification et les projets d'aménagement		Expérimentation sur 4 territoires / Rôle des agences d'urbanisme
Action 18 – Favoriser l'implication de la population dans les décisions relatives à la santé-environnement		Plateforme internet à articuler avec d'autres outils
Action 19 – Assurer la territorialisation du PRSE3		Méthode de mobilisation dans les territoires / Mise en œuvre

L'enjeu pour le PRSE3 est la construction, l'amélioration, l'utilisation et promotion des outils à destination des acteurs locaux.

2 POINT SUR LES ENSEIGNEMENTS DES ÉVALUATIONS NATIONALES DU PNSE3

Intervenante: Ghislaine GUIMONT, Adjointe aux chefs du Service Prévention des Risques Industriels, Climat, Air, Energie — DREAL Auvergne-Rhône-Alpes

Les exercices passés ont montré l'utilité et la nécessité des évaluations dans la construction des plans nationaux.

L'évaluation du Plan National Santé-Environnement 3 a porté sur les champs suivants :

- la Gouvernance et l'organisation en regard des autres politiques publiques,
- la déclinaison territoriale,

- les moyens financiers,
- les résultats attendus au regard des enjeux sanitaires et de la Recherche.

Les Ministères de la Transition écologique et solidaire, des Solidarités et de la Santé, et de l'Éducation nationale et de la Jeunesse ont saisi le Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD), l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) et l'Inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche (IGAENR) en novembre 2017 pour évaluer le PNSE3, en vue de l'élaboration du futur plan national, qui se veut ambitieux, avec une approche globale, transversale et une fonction intégratrice d'autres plans.

Conclusions de l'évaluation

- Un PNSE 3 à l'**efficacité**, au **positionnement** et aux **moyens** mal définis :
 - Un plan au statut « indéterminé », aux préconisations non insérées dans la chaîne normative
 - Des actions nombreuses, mais généralement peu opérationnelles
 - Des enjeux majeurs mais dont la prise en compte peu visible : le PNSE 3 ne se centre pas toujours sur les enjeux sanitaires et les risques en regard de ses actions
 - Une articulation insuffisamment pensée avec les PRSE et les plans nationaux sectoriels (plan santé au travail, plan qualité de l'air, etc.),
 - Un pilotage éclairé par des avis multiples, mais manquant de moyens et de structuration,
- Un **pilotage** inégal des actions,
- Un engagement inégal des **conseils régionaux selon les régions**,
- Des **enjeux financiers** de premier plan mal définis (coûts de la non-action) et donc peu pris en compte
- Et, surtout, une absence **d'objectifs chiffrés**, ne permettant pas de constater des avancées notables sur la santé de nos concitoyens.

➔ **De fait, malgré des enjeux majeurs, les résultats à mi-parcours ne permettent pas de présager une baisse notable et traçable du niveau de risque, en fin de plan.**

Les recommandations :

1. Faire du prochain PNSE un « chapeau » de l'ensemble des actions nécessaires à l'amélioration de la santé au regard de l'environnement, en renforçant la fonction d'intégrateur...
2. qui articule les plans sectoriels, mais prend aussi en compte les risques et facteurs ne faisant pas l'objet de plans sectoriels,
3. qui identifie un pilote par action /moyens /calendrier,
4. avec une gouvernance redéfinie et renforcée, s'appuyant sur un ministère pilote, mais aussi implantée au cœur des régions (CPER) et des territoires
5. et un groupe santé environnement doté de moyens d'observation, d'avis, d'autosaisine et d'interpellation,
6. Dédier un document de politique transversale à la santé-environnement pour identifier les moyens alloués et rendre compte au Parlement

3 ATELIERS



3.1 Atelier 1 : Connaissance et observation en santé-environnement

Sujets traités : Vers le développement d'une observation locale en santé-environnement : point d'étape sur l'outillage et réflexion sur les inégalités territoriales, environnementales et sociales de santé (*actions 1 et 2*).

Intervenantes : Lucile MONTESTRUCQ, Chargée d'études à l'ORS et Marine PHILIPPOT, chargée d'études environnement – santé au CEREMA

1. L'outil BALISES, de l'ORS et CEREMA. Dispositif d'observation locale en santé-environnement

Cet outil en ligne, ouvert à tous et gratuit, met à disposition une batterie d'indicateurs sanitaires et sociaux, à travers une entrée géographique (un territoire donné) ou thématique. A terme l'outil

BALISES, permettra de dresser des portraits territoriaux en intégrant ces indicateurs. Les principaux enjeux qui ressortent pour cet outil dans le cadre du PRSE 3 portent sur :

- le partage des données entre acteurs fournisseurs et utilisateurs,
- l'accompagnement des collectivités à l'utilisation de l'outil — cf. restitution du temps de travail autour des usages/applications et besoins en termes d'indicateurs des participants à l'atelier :

Usages / applications	Indicateurs
Outil pertinent pour établir des diagnostics socio-sanitaires à n'importe quelle échelle territoriale	Croiser des indicateurs environnementaux avec leur impact sur la santé
Balises pourrait nous permettre de suivre l'état de santé des habitants et l'impact de quelques unes de nos actions	Populations vulnérables les plus exposées (quid d'une approche par public ?)
Observation à l'échelle de ma commune	Tendance annuelle % exposition (bruit, air, ambrisie...) des citoyens par commune vs région.
Réalisation d'un diagnostic à l'échelle d'un quartier de ma commune, identification de priorités d'intervention	Avoir accès à des données relatives aux addictions (tabac, drogues, alcool)
Utilisation dans les plans (plu,pdu...)	
Enrichissement des observatoires locaux priorisation des enjeux locaux en fonction des données locales Suivi des politiques de santé par suivi des indicateurs correspondants	
Comparer mon territoire avec d'autres territoires similaires	
Peut permettre de prioriser les territoires	

2. La définition et la caractérisation des ITESS (inégalités territoriales, environnementales et sociales de santé)

L'ORS rappelle que l'action sur les ITESS est encore dans une phase de cadrage.

Suite à la réalisation d'un travail de benchmark sur les méthodes de caractérisation des ITESS existantes, deux enjeux apparaissent fondamentaux dans le cadre du PRSE3 :

- l'élaboration d'une définition commune et homogène qui serait partagée entre tous les acteurs,
- la stabilisation d'une méthodologie et des outils pour caractériser ces ITESS.

En réaction à la présentation du benchmark, les questions suivantes sont posées :

- Quels sont les indicateurs définis pour caractériser les ITESS ? Comment s'assurer de l'homogénéité des données ?

Réponse : c'est un enjeu de réfléchir et de co-construire les indicateurs. Cette étape s'appuie sur l'action 1 et la définition d'indicateurs pour l'outil Balises.

- Dans quelle mesure peut-on suivre l'évolution des ITESS sur un territoire donné ? Utiliser l'analyse des ITESS comme outil de suivi et de pilotage de l'action publique locale, pour montrer les effets d'une action en santé-environnement ?

Réponse : ce sont des méthodes qui fonctionnent pour des populations de taille importante, peu adaptées à l'échelle locale. Il pourrait être intéressant de les combiner avec des approches plus qualitatives, par étude de cas par exemple.

- Quid de la confrontation avec le ressenti des personnes qui vivent les ITESS ?

Réponse : l'action 2 sur les ITESS prévoit la réalisation d'études permettant de confronter les résultats des analyses à la perception des habitants (ex. perception du bruit VS réalité de l'exposition).

Un groupe de travail doit être mis en place prochainement, l'atelier permettant d'identifier les personnes intéressées pour y participer.

3.2 Atelier 2 : Aide à la décision

Sujets traités : Intégrer les enjeux de santé-environnement dans les documents de planification et les projets d'aménagement (*action 17*) : regards croisés sur l'avancement des expérimentations

Intervenants : Claire-Marie ROUCHOUSE, EPURES, Pôle société et dynamique urbaine/politique de la ville et équipements, et Damien SAULNIER, Chargé d'études « qualité environnementale », Agence d'urbanisme de Lyon

Pour accompagner l'intégration des enjeux de santé-environnement dans les documents de planification et les projets d'aménagement, le retour d'expérience des opérations locales présentées engage à :

- changer de paradigme. L'urbanisme, levier essentiel et puissant, n'a pas à se centrer sur le seul développement, mais plutôt sur les valeurs de santé et bien-être : parler davantage de bien-être et de bien vivre, plutôt que de « santé-environnement » qui peut donner une connotation plus négative en sous-entendant une détérioration possible.
- Renforcer l'ingénierie d'accompagnement des collectivités dans l'intégration de la santé-environnement : les données existent, mais leur utilisation nécessite un accompagnement.

- Considérer que la thématique santé-environnement apporte une vraie transversalité dans les services d'urbanisme, ainsi que l'opportunité de regards croisés très utiles.
- Intégrer systématiquement la santé-environnement dans les actions portées par l'Etat.

3.3 Atelier 3 : Outils

Sujets traités : Qualité de l'air et changement climatique : le levier des PCAET (*actions 11 et 16*) :

- Echanges autour de la démarche PCAET :
 - présentation du lien entre PCAET et santé, et PCAET et PRSE3
 - témoignages de collectivités engagées dans un PCAET : comment passer de l'analyse de vulnérabilité au plan d'action ?
- En lien avec l'action 11 : présentation des travaux d'ATMO autour de l'ozone et de l'appel à manifestation d'intérêt
- En lien avec l'action 16 : échanges sur les actions possibles pour limiter l'exposition des populations au changement climatique, et les indicateurs qu'il est utile de suivre au niveau local pour mettre en place ces actions.

Intervenant(e)s :

Bruno FABRES, responsable du pôle santé-environnement à l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes

Marie-Hélène FABRY, DREAL Auvergne-Rhône-Alpes - Pôle Climat Air Energie, Service PRICAE

Véronique STARC, Adjointe unité Actions et Territoires, ATMO Auvergne-Rhône-Alpes

Cécile FERRET (LAFAY), Chargée mission transition énergétique - Direction Politiques Contractuelles et Développement Rural, Grand bassin de Bourg-en-Bresse

1. Les échanges sur les PCAET ont permis d'identifier certains leviers pour mobiliser les acteurs concernés dans les territoires sur les enjeux de santé-environnement :

- Concernant les changements climatiques, dont leurs effets sur la santé :
 - localement, l'enjeu est principalement l'adaptation au changement climatique par la résilience, davantage que par la lutte contre les déterminants de ces changements. L'adaptation au changement climatique se fait par la résilience, ce sont des changements au quotidien,
 - prendre en compte la notion du long terme de l'adaptation et convaincre les décideurs. Favoriser des approches itératives et collectives dans les processus territoriaux,
 - identifier les moteurs d'actions concrets des élus (eau, radon, air...) selon les réalités dans les territoires et les préoccupations des élus,
 - investir le volet agricole,
 - ajouter un module de e-learning « changements climatiques » dans la formation des élus à la santé-environnement,
 - favoriser la mobilisation citoyenne en investissant les plateformes de la rénovation énergétique ; c'est un point d'entrée important auprès des habitants.
- Concernant les PCAET eux-mêmes :
 - renforcer l'implication des décideurs et des élus dans la thématique du changement climatique. Les services techniques des collectivités, leurs chargés de mission, sont souvent davantage acculturés à ces enjeux, ou peuvent l'être plus facilement, et peuvent alors les porter auprès de leurs élus.
 - Faire gagner en lisibilité l'ensemble des dispositifs existants pour faciliter l'appropriation de la thématique par les opérateurs et favoriser le développement

des projets. En particulier, établir des liens entre les projets de contrats locaux de santé (CLS) et les PCAET, qui constituent des leviers prioritaires pour faire entrer la santé-environnement dans le quotidien des collectivités. Il en est de même avec les contrats de transition écologique, construits comme les CLS sur la base du volontariat des collectivités.

- Identifier les démarches PCAET exemplaires pour faciliter l'organisation des outils par les acteurs concernés et favoriser la territorialisation du PRSE (« T » de PCAET).
- Promouvoir les méthodes de travail participatives proposées par l'ADEME.
- Investir le champ santé-environnement sans se soucier du moment dans le processus d'élaboration du PCAET : il est toujours temps dans le cadre de ces démarches itératives.

2. Les échanges sur la pollution de l'air ont principalement porté sur l'Appel à manifestation d'intérêt (AMI)

- Afficher l'intégration des plans d'actions sur la qualité de l'air, issus de l'accompagnement des collectivités dans le cadre de l'AMI, dans le PCAET concernés.
- Faire le lien avec l'accompagnement par la Région des 9 territoires prioritaires « air » (cf. projet de SRADDET).
- Compléter l'AMI avec des éléments de motivation des collectivités pour y répondre :
 - préciser la nature de l'accompagnement offert,
 - exemples d'actions concrètes qui pourraient composer un plan d'action à l'issue de l'accompagnement,
 - mettre en avant que l'accompagnement concerne également les autres acteurs du territoire,
 - mettre en avant le volet agricole et son lien avec la qualité de l'air (haies, eau, épandage pesticides, refroidissement, oxydes d'azote), bénéficier des moyens d'animation associés à la dynamique de transition agroécologique pilotée par la DRAAF) et faire adhérer les agriculteurs à un collectif,
 - mettre en avant l'accompagnement vers les dispositifs d'aides existants.

3.4 Atelier 4 : Formation — Information - Sensibilisation

Sujets traités : Poursuivre le déploiement de l'éducation et promotion de la santé-environnement : sensibiliser davantage de citoyens, former les acteurs, accompagner les actions locales, travailler sur les questions socialement vives (*actions 4, 5, 6 et 10*)

Intervenant(e)s : Lucie PELOSSE, Chargée de projets - Référente régionale Santé-Environnement / Evaluation à l'IREPS Auvergne-Rhône-Alpes et Benoit RENE, animateur de projets en réseau au GRAINE

1. La communication auprès des citoyens comporte les enjeux suivants :

- Différencier les messages en fonction des publics ciblés et des thématiques abordées, mais toujours avec une connotation positive, qui incite à l'action
- Obtenir un bon référencement du site internet du Pôle ESE et de bons renvois depuis les sites internet des partenaires
- S'appuyer sur les autres acteurs éducatifs
- Proposer un kit de communication, qui comporte le logo, une newsletter, l'utilisation des réseaux sociaux, la communication « papier » en direction des élus, le support vidéo

2. Des outils sont structurés à destination des acteurs éducatifs, en intégrant leur formation et leur mise en réseau dans les territoires, ainsi que le partage de ressources en ESE à travers un site Internet collaboratif (<http://www.pole-ese-ara.org>). Dédié aux acteurs éducatifs au sens large, le site Internet contient des synthèses thématiques pour balayer les enjeux de santé-environnement, et des synthèses méthodologiques tournées vers la posture éducative et les méthodes d'animation, ainsi que des ressources pédagogiques et une cartographie des acteurs et des actions, dans une logique de partage, de capitalisation et d'inspiration pour tous.

3. Concernant les ressources sur les questions socialement vives, une journée régionale d'échanges sur ce sujet a été organisée par le GRAINE et l'IREPS le 12 mars 2018 avec 90 participants. Depuis, l'ensemble des interventions (conférences audio) et ressources présentées à cette journée, ont été mises en ligne sur le site internet du Pôle ESE. Cette journée, organisée en partenariat avec plusieurs chercheurs, a donné lieu à la rédaction d'une « Fiche repère : Questions Socialement Vives en éducation santé-environnement. Quelle posture et quelles méthodes ? », ainsi qu'à la formalisation d'une « fiche méthode : Construire une carte des représentations des controverses sur une question socialement vive ».

=> **Pour une présentation plus complète de l'état d'avancement des actions du PRSE relatives à l'éducation et la promotion en santé-environnement, il est utile de consulter :**

- le site internet collaboratif du Pôle ESE : <http://www.pole-ese-ara.org>
- l'article suivant sur le site internet du PRSE3 : <http://www.auvergne-rhone-alpes.prse.fr/education-et-promotion-de-la-sante-environnement-a144.html>

4 INTRODUCTION AUX ÉCHANGES DE L'APRÈS-MIDI

Intervenant : Yannick MATHIEU, Directeur adjoint de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes

60 à 65 % d'actions du PRSE3 sont engagées, et que des marges d'amélioration existent sur certains sujets :

- Il faut **renforcer le sujet de la territorialisation**, encore peu avancé, alors que c'est un fort sujet d'engagement, présent dans le bilan du PNSE3. Pour ce faire, il faudra s'appuyer sur les avantages « territoriaux » — comme c'est le cas pour les PCAET — pour faire le lien entre l'environnement et la santé par l'air, l'eau, mais aussi les énergies, et surtout les énergies renouvelables (par exemple, le photovoltaïque).
- Il faudra **évaluer l'efficacité des actions proposées**, avec des méthodes appropriées, permettant notamment de saisir les économies ou coûts évités grâce aux actions mises en œuvre (par exemple, pour la pollution de l'air extérieur).
- Les rapports IGAS et CGEDD portant sur le bilan du PNSE3 montrent que les PNSE et PRSE sont **des plans fédérateurs d'autres politiques publiques, et les alimentent**. Il faut de la cohérence, mais aussi savoir se différencier, et sortir du paradigme de conception linéaire des politiques publiques. Il faut ré-identifier les actions peu visibles ou manquantes, grâce à une démarche évaluative.

Yannick MATHIEU rappelle quelques grands enjeux et éléments de contexte pour la suite de la mise en œuvre du PRSE 3 :

- La **sensibilisation du grand public** s'accroît, notamment sur l'environnement, qui devient une préoccupation générale des Français. La région Auvergne-Rhône-Alpes est

une des régions où les contentieux européens concernant la pollution de l'air sont les plus nombreux (6) avec une forte mobilisation des acteurs.

- Ne pas oublier que **d'autres facteurs affectent la qualité de l'air** en-dehors de la circulation, peu saisis par l'Union Européenne (le chauffage au bois peu performant, par exemple). Il est rappelé que les particules fines ne disposent pas d'un cadre normalisé par l'UE, au regard des critères de l'OMS.
- Les services de l'Etat sont de plus en plus mobilisés : pour illustration, la révision de l'arrêté zonal et de certains arrêtés départementaux pour rendre possible la circulation différenciée. Outre le fait de médiatiser les pics de pollution, il faudrait mettre l'accent en termes de **communication sur la qualité de l'air quotidienne et générale**, et pas uniquement en cas de crises.
- Les plastiques sont « le mal du siècle » à différentes échelles : dans les océans, la présence de micro et nano plastiques est problématique. Il existe des taux de particules forts avec un taux élevé de pénétration dans les organismes vivants. Il est nécessaire **d'entrer dans une société « Zéro plastique »** et de répondre aux enjeux du tri du plastique et de son recyclage.

En conclusion, plusieurs éléments sont à prendre en compte pour la seconde partie de mise en œuvre du PRSE3, dont :

- le développement de nouvelles approches et de méthodes d'intervention agiles,
- le renforcement et l'amélioration de la participation d'acteurs issus de tous les milieux,
- l'accompagnement de la montée en capacité des citoyens, pour sortir de l'unique portage politique ou administratif,
- la promotion du PRSE3 et la dissémination des résultats auprès du grand public pour influencer les modes de vie.

5 PRÉSENTATION DES ÉLÉMENTS DE CONTEXTE NATIONAUX : LE PLAN « MON ENVIRONNEMENT, MA SANTE »

Intervenante : Ghislaine GUIMONT, Adjointe aux chefs du Service Prévention des Risques Industriels, Climat, Air, Energie — DREAL Auvergne-Rhône-Alpes.

Le cadre réglementaire du PNSE est brièvement rappelé : dans son principe, il prend en compte les effets sur la santé de multiples déterminants : agents chimiques, biologiques, physiques, présents dans tous les milieux de la vie, y compris au travail ou dans des conditions météo extrêmes.

Le nouveau plan national santé-environnement change de terminologie pour devenir « **Mon environnement, ma santé** ». Il est souhaité en effet une transition plus douce et continue entre les plans. Sa gouvernance reste portée par un copilotage entre la DGS et la DGPR, et sa durée de mise en œuvre est sur 5 ans, soit jusqu'en 2024.

Le plan est organisé en 4 axes :

1. Mieux connaître les expositions et les effets de l'environnement sur la santé des populations (« exposome ») à tous moments de la vie
2. Informer, communiquer et former les professionnels et les citoyens
3. Réduire les expositions environnementales affectant la santé
4. Démultiplier les actions concrètes au cœur des territoires

« Mon environnement, ma santé » est élaboré en plusieurs étapes : 6 groupes de travail ont déjà été constitués et se réunissent en ce moment et jusqu'à l'été. Ils se répartissent comme suit :

- Axe 1 => GT 1 : Exposome
- Axe 2 => GT 2 : Formation / information
- Axe 3 :
 - GT 3 : Indicateurs et accès aux données
 - GT 4 : Réduction des expositions environnementales
 - GT 5 : Air intérieur, considéré comme prioritaire
- Axe 4 => GT 6 : Démultiplication des méthodes et outils pour le déploiement de ces actions.

Par la suite, une consultation aura lieu jusqu'à la fin de l'année et mobilisera à la fois les groupes régionaux Santé Environnement et le grand public. Pour notre région, la présente conférence contribuera à enrichir la réflexion.

6 SÉANCE D'ÉCHANGES EN PLÉNIÈRE SUR LA SITUATION A MI-PARCOURS DU PRSE3

Cette séquence a eu pour but de permettre aux participants, réunis en plénière, de réagir via leur smartphone à des questions posées par les animateurs, autour du thème suivant : comment poursuivre la mise en œuvre du PRSE3 ?

- **QUESTION : « QUELLES ACTIONS DU PRSE3 FAUT-IL POURSUIVRE EN PRIORITE ? »**

1. Résultats du vote



2. Recueil et classement des propositions exprimées sur les actions, acteurs, outils à déployer, sur les deux actions arrivées en tête du vote

FORMATION DES ELUS

Actions	Acteurs	Outils
Sensibiliser à la problématique environnementale pour justifier la formation	Graines, Ireps, Ades, CMEI	Ateliers participatifs Mises en scène concrètes propres au territoire
Séminaires Rencontres entre pairs	ORS CEREMA	CNFPT SEMINAIRES DTSE (diagnostic territorial sante environnement)
Organiser des assises départementales de SE.	Experts, associations, services de l'État	Ateliers participatifs, mise en scene concretes
Sante des jeunes education . Mobilité douce empowerment Mobilisation sociale	Oikos, VAD	MOOC
communication large de l'ARS et toutes les parties prenantes	1 personne referente ou ressource dans chaque conseil municipal	Lettres d'informations Site internet
Sensibilisation des candidats elections	EHESP	Écrire à tous les EPCI engagés dans l'élaboration d'un PCAET.
Contacteur les permanences des partis politiques en amont des campagnes electorales cf elections municipales pour sensibiliser les futurs prétendants aux instances locales	Acteurs techniques	La sensibiliser par le retour d'expériences
Réunions d'échanges déclinées à plusieurs endroits de la région	Acteurs institutionnels, associations et citoyens	Animations par des associations , contact des associations de mairies
Organiser des ateliers de sensibilisation en presentiel (prendre exemple sur la dynamique de Bourg en Bresse agglo présentée ce matin)	s'appuyer sur des élus connus comme Mme Elisabeth Toutut-Picard ?	Utiliser des témoignages des actions concrètes mises en place pour former, être concrets
Ateliers participatifs	via des référents locaux santé environnement	Diagnostics de territoires
Repartir du groupe sensibilisé lors de la 1e action	Associations, collectifs des citoyens, collectivités territoriales, étudiants	Stands PRSE
Visite approfondie du territoire, diagnostic	Associations Collectifs citoyen Étudiant Collectivité	webinaire
Construire des plaidoyers et mettre en avant les co bénéfiques de politiques publiques	Technicien EPCI, Service de l'état, association.....	Reunions conseils communautaires
Profiter des lieux d'échanges pré existants à l'échelle nationale Réseau des maires, des SCoT FNAU fédération nationale des agences	Reunions conseils communautaires	Ateliers d'échanges
	Maison de quartiers	Plaidoyers adaptes Prendre en compte le gradient social.
	CNFP	un plan de communication dans les médias ciblés élus
	Association de consommateurs	Utiliser les réseaux sociaux

Echanges sur les propositions :

- « Aller vers » les associations des maires, les élus afin de faire connaître la formation et inciter à la suivre
- Démultiplier l'information sur différents canaux de communication,
- Mobiliser les élus sur la formation, cette formation pourrait être proposée aux services pour assurer une continuité et une transversalité entre les spécialistes thématiques, c'est-à-dire ouvrir la formation aux agents des collectivités, notamment ceux en contact direct avec les élus, et partager ainsi un langage commun sur santé-environnement.
- Améliorer l'articulation des actions nationales et régionales, articulation devant être portée par un pilotage national pour dynamiser les territoires, dans une logique de mutualisation (objectif plan « Mon environnement, ma santé »).
- Mettre en place des « diagnostics en marchant », dispositifs intéressants mais encore peu mobilisés.

Formation des professionnels

Actions	Acteurs	Outils
Journées techniques régionales	Les professionnels monde education	Petites vidéos
Inclure les modules aux programmes de formation	Chambres consulaires	Guides et supports méthodologiques
Séminaire de sensibilisation	Monde agricole	Témoignages
Des CRSE tour à tour dans les différents départements	Commerçants artisans et entreprise	Réseaux sociaux
Sensibilisation, communication et accompagnement dans les démarches	Medical	Vidéos ou itw type retours d'expérience concrets et notamment sur des exemple d'actions développées dans le cadre de PCAET Montrer les synergies, rassurer sur la complexité de la thématique
Visite de terrain, accompagnement, formation	Education nationale, enseignement supérieur et agricole	Elearning
Formations par les pairs Sensibilisation ludique Transversalité des thématiques santé-environnement-DD	Mutuelle assurance santé	Obligations réglementaires et contrôle
Échanges à organiser par type de professionnels avec des témoignages	Métier de l'esthétique et du bien être	Escape game
Ateliers pluridisciplinaires	Medecine du travail	Portrait acteur investi et formé
Sensibilisation selon les secteurs d'activité	Tous les organismes de formation en sanitaire et social et medico social	Reseaux sociaux, cartographie...
Creation de référentiels pour aider à la prise en compte des problématiques de santé dans les documents de planification.	Secteur industriel	e learning / webinar en réutilisant certains modules de la formation des élus
Formation transversale ciblée sur qualité de l'air intérieur	ARS et DREAL	Formation en ligne
Échanges de pratiques aux champs5	Grands magasins produits agricoles bricolages	Elaborer une video avec un youtubeur connu
Intervenir dans les formations professionnelles.	Tout le monde	Temoignages video retour experience et bénéfice court terme
Décloisonner : croiser les secteurs et les professionnels.	les ordres	Vidéo YouTube
	Université	Échanges de pratiques sur vidéo YouTube
	Autres professionnels	Un module de formation sur la santé
	les urps	

Echanges sur les propositions :

- Les acteurs mentionnés sont confondus, il faudrait davantage distinguer les acteurs cibles des acteurs relais.
- Les acteurs ne disposent pas tous d'une ingénierie santé, il faudrait proposer des formations aux acteurs relais.
- La méthode de la preuve par l'exemple pourrait davantage être déployée.
- Il faudrait favoriser des interventions Santé Environnement via des pôles paramédicaux santé-environnement. Ces interventions pourraient avoir lieu dans les établissements scolaires sous le même format que les interventions sur le diabète. Proposer des interventions couplées Santé Environnement et Addictions.
- Il faudrait développer un module commun de formation à destination des élus. Les outils de mesure d'impact sur la santé pourraient davantage être mobilisés en amont des décisions de projets urbains
- Proposer un Label territorial Santé Environnement aux collectivités sur le modèle du label « Zéro Phyto ». Ce label pourrait être porté par les EPCI et distribué aux collectivités locales et aux professionnels pour valoriser la démarche territoriale et leurs pratiques environnementales.

- **QUESTION : « QUELS SUJETS PRESENTS DANS LE FUTUR PLAN NATIONAL DEVRAIENT ETRE TRAVAILLES EN REGION AURA EN PRIORITE ? »**

1. Résultats du vote



2. Éléments de discussion :

- Des participants notent que certains sujets sont transversaux comme les perturbateurs endocriniens et l'alimentation.
- Il manque l'aspect climatique, avec des effets déjà existants qui vont interférer sur l'alimentation, la qualité des sols, la biodiversité.
- Des plans existent déjà sur les thématiques proposées : Alimentation (PNA), perturbateurs endocriniens (SNPE2), le plan Écophyto II+. Il serait intéressant de voir comment les outils produits dans le PRSE3 s'articulent avec ces autres plans.
- Concernant le sujet de l'alimentation, il est nécessaire de disposer d'une information claire et simplifiée (Nutri-score), de sensibiliser à la lecture des étiquettes en travaillant en coopération avec l'Education Nationale. Il faudrait proposer des formations et sessions de sensibilisation sur l'agriculture, l'élevage intensif, l'émergence de nouvelles maladies à destination du grand public.

Par ailleurs, il faudrait s'intéresser aux emballages des denrées alimentaires. De plus, il existe des inégalités en santé fondées sur l'accessibilité pour tous aux produits de qualité, biologiques et locaux.

● QUESTION : « QUELS AUTRES THEMES SERAIENT IMPORTANTS A PRENDRE EN COMPTE POUR LA SUITE DU PRSE 3 ? »

1. Résultats du vote

Sans catégorie				60
Nuisibles et pesticides	Mode de consommation	Territorialisation	Hygiène de vie	
Le bien être	Ondes	Champs électromagnétiques	Mobilités	
Les mobilités actives et leurs effets sur la santé et l'environnement,	Agriculture en general	Prise en compte de l'exposition aux ondes electromagnetique	Agriculture	
Punaises de lit	Changements climatiques	Qualité de l'air, continuer ce qui n'aurai pas abouti	Produits d'hygiène, cosmétiques	
La pollution de l'air qui est une problématique importante ds la region	Mobilite	lutte contre les fake news	Degradation de l'habitat	
Îlots de chaleur urbains	Agriculture - Eau	Médicaments	Pollution sonore	
publics sensibles et perturbateurs endocriniens	Les effets cocktails de tous ces effets environnementaux	Les déchets	Concertation avec les habitants	
bio et santé	Pollution sonore, visuelle, intellectuelle	Recyclage	Eau	
Pollution publicitaire et pollution lumineuse	Aménagement des villes au changement climatique	Biocontrôle	tri des déchets : les bons gestes	
La santé mentale	Des informations sur les champs electro magnetiques	Exposition aux UV	Qualité de l'eau	
Gestion des ressources en eau	Qualité de l'eau	Santé perinatale / expositions in utero	Adaptation au changement climatique	
Énergies renouvelables	sport santé	Trames vertes et bleues	Creation specialite medicale SE	
Les plastiques	La pollution visuelle par la publicité notamment agro alimentaire.	Alimentation : favoriser les circuits courts, favoriser le bio et local, favoriser les produits de saison	Bonheur à s'occuper de son environnement et de sa santé	
Promotion de l'allaitement maternelle et ses bienfaits pour la mère et l'enfant	Conditions et environnement de travail problematique des open spaces	Informations sur impacts des produits menagers	Les déchets	
Santé de la femme : cup menstruelle	La Science	Alimentation - formation sensibilisation sur le rôle des aliments sur le corps humain et l'état de bonne santé. Sortir des schemas et slogans du 70e siècle de produits laitiers	Experimentation du financement de la sante envirt par une taxe sur le cannabis	

Éléments de discussion :

- Il faut favoriser la concertation citoyenne de manière plus transversale,
- Un sujet intéressant à aborder concerne les ondes et les champs électromagnétiques. En effet, une partie de la population souffre de l'exposition aux ondes. Il existe des zones blanches mais qui tendent à disparaître. Il faudrait limiter l'exposition prénatale et infantile aux ondes.

Intervention de Yannick Mathieu en conclusion de la séance :

Il faut trouver les moyens de porter ces sujets sur les territoires, traiter ces sujets sérieux avec joie. Mais face à des publics peu avertis, il peut être difficile d'engager la discussion, il y a une **progressivité de la prise de conscience des interactions**. Améliorer notre environnement, c'est faire preuve de tolérance. Il faut favoriser l'optimisme, il faut **éduquer/informer/donner le sens critique à tous les citoyens**. Ce cheminement n'est pas lié au recensement de l'ensemble des sujets, mais davantage au respect du contexte. **Faciliter les échanges à partir de sujets simples, pour « tirer des fils » afin d'approfondir ensuite la complexité des sujets.**

7 CLOTURE

Intervenante : Christine MESUROLLE, Secrétaire générale adjointe aux affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes

L'objectif de cette CRSE est de dynamiser la 2^{ème} partie de la mise en œuvre du PRSE3, afin de monter en charge, et de favoriser l'appropriation du Plan et des enjeux qu'il porte, par les acteurs.

(Présentation synthétique des conclusions élaborées lors des 4 ateliers : se référer à la p. 4 et suivantes du présent compte-rendu).

- Nécessité de **poursuivre le renforcement de la territorialisation du PRSE3** : il est possible de s'appuyer sur :
 - Les contrats de transition écologiques sur les territoires, démarrés par l'Ardèche et l'Isère. Ce sont des espaces d'expérimentation pour introduire la transition écologique, ce sont pour la plupart des territoires qui, formellement ou non, mettent déjà en place des actions sur cette thématique.
 - Les Plans Alimentaires Territoriaux : ce sont des sujets simples à aborder, et qui peuvent devenir une passerelle pour aborder des sujets plus complexes.
- L'objectif est **d'introduire la notion de santé environnementale** dès que possible dans les politiques, plans, programmes, projets locaux... et de l'approfondir ensuite avec les partenaires.
- **Perspectives** :
 - Réfléchir à **l'ingénierie d'animation** et aux outils à mobiliser
 - Proposer des **formations internes** aux services
 - Utiliser les contributions des participants lors de la séance plénière pour insuffler une nouvelle dynamique au PRSE3.
- Remerciements aux participants et aux acteurs de cette journée dont l'ARS AuRA, la DREAL AuRA, le SGAR et l'AMO.

ANNEXE : LISTE DES PARTICIPANTS

NOM	PRENOM	ORGANISATION
ALLAGNAT	Maud	Ville de Décines Charpieu
ALLALI	Sandra	CC Entre Bièvre et Rhône
AMICHAUD	Jean	UFC QUE CHOISIR
ANDRE	Josiane	Maison solidarité et action sociale
ANESTIS	Laetitia	MfARA
ANZIVINO	Lucie	ORS Auvergne-Rhône-Alpes
ARGOT	Joëlle	Assemblée nationale
BARET-ROUANET	Viviane	Réseau Environnement Santé
BARIL	Paola	Médecins du Monde Auvergne Rhône Alpes
BAURES	Dominique	DREAL
BEAUREZ	Christine	Loire Forez agglomération
BEAUVAL	Violette	Pays Vesoul Val de Saône
BERGER	Jessica	ADES
BERNARD	Hélène	UFC Que choisir - Référente régionale environnement
BERNARD	Evelyne	DREAL Auvergne Rhône-Alpes
BERRHOUT ROQUES	Florence	Ville de Bron
BERTRAND	Hervé	ARS Auvergne-Rhône-Alpes
BILLY	Anne-Blanche	SPIRAL
BLANC	Marie	Département du Rhône
BOUDAL	Charlotte	ARS Auvergne-Rhône-Alpes
BOUKHARI	Chérif	CCAS
BOURGEAT	Régis	France Assos Santé Auvergne-Rhône-Alpes
BRAS	Christophe	FREDON
BREJASSOU	Guillaume	SPIRAL
BRIOUDE-CARRIO	Cristel	ARS
BRUN	Christian	Conférence Régionale de la santé et de l'autonomie (CRSA) Auvergne-Rhône-Alpes
CARRETIER	Julien	Centre Léon Bérard
CHAN TUNG	Lindsay	DREAL Auvergne-Rhône-Alpes
CHAPGIER	Marie Agnes	APPA
CHARPIN	Isabelle	APORA
CHEVARIN	Jérôme	APRR
CHRISTOPHE	Carole	DREAL Auvergne-Rhône-Alpes
CLEMENT	Cécile	ARS ARA DD38
COLLARD	Jacqueline	Association SERA
COUDIERE	Hervé	Grand Annecy agglomération
COULOMBIE	Fanny	Ville et Aménagement Durable
CROES-PERDRIX	Alexandra	Vienne Condrieu Agglomération
CROUZET	Lisa	Metropole de Lyon
DAMON	Marc	URAF
DANJOU-GALIERE	Laurence	DDPP 69
DAUDEL	Jean-Christophe	DRAAF Auvergne-Rhône-Alpes
DESSAI	Sarah	Métropole de Lyon
DUCOS-MIERAL	Claude	Centre Léon Bérard
DURAND	Anne-Marie	ARS ARA
EVRRARD	Marie-Christine	SCOT Nord Isère
FABRES	Bruno	ARS Auvergne-Rhône-Alpes
FABRY	Marie-Hélène	DREAL Auvergne-Rhône-Alpes
FANJUL	Méline	ORS
FERRET	Cécile	Communauté d'agglomération du Bassin de Bourg-en-Bresse
FLACHER-LHERMET	Dominique	Mairie de Péage de Roussillon
FLOIRAC	Estelle	Sedetiam Conseil
FONTVERNE	Mariel	Vichy Communauté
FORQUIN	Jean-Jacques	DREAL
FOUGERE	Erica	CIRE ARA
FOVET-JULIERON	Madame	ADESSA
FRADET	Hugues	Ville de Grenoble
FREY	Sandra	Métropole de Lyon
GEHIN	Chantal	FRAPNA
GELAS	Anny	Mairie de Vienne
GEOURJON	Cécile	Vienne condrieu agglomération
GESTIN	Ambre	Metropole de Lyon

GIFFARD	Benoît	Pluricité
GINOT	Gaëlle	ACEPP Rhône
GOUEDO	Fabrice	ARS ARS - DD07
GRATTARD	Gaëlle	URCPIE Auvergne Rhône-Alpes
GUIMONT	Ghislaine	DREAL
JACQUEMART	Frédéric	FRAPNA Ardèche
JOSEPH	Damien	DREAL
LAFOSSE	Armelle	ACEPP
LAMOTHE	Damien	SEGAPAL-Grand Parc Miribel Jonage
LEMONNIER	Micheline	Union Interdépartementale CLCV Drôme-Ardèche
LEON	Sandra	CC entre Bièvre et Rhône
LEROY-THOMAS	Marie	Concevoir durable
LESAGE	Jeanine	Ligue contre le Cancer
LHACHEQ	Farah	Agence d'urbanisme de la région grenobloise
LOUSTALOT-FOREST	Camille	DREAL 38
MANGIN	Michel	STOP Ambroisie
MATHIEU	Yannick	DREAL Auvergne-Rhône-Alpes
MATHIEU-HERMET	Armelle	ARS Auvergne-Rhône-Alpes
MERCUROL	Armelle	ARS Auvergne-Rhône-Alpes
MESUROLLE	Christine	SGAR Auvergne-Rhône-Alpes
MEUNIER	nellie	Vienne Condrieu Agglomération
MIERMONT	Anne	Centre Léon Bérard
MIGLIORE	Carole	Ville de Vienne
MIQUEAU	Amélie	Agence d'urbanisme de la région grenobloise
MONTESTRUCQ	Lucile	ORS Auvergne-Rhône-Alpes
MORAIS	Serge	ARS Auvergne-Rhône-Alpes
NEASTA	Julien	ARS ARA - DD03
NICOD	Olivier	CC entre Bièvre et Rhône
OLNY	Xavier	Cerema CE
PAMIES	Sophie	Ville de Lyon
PARROCHIALE	Célia	Ville de Lyon
PARRON	Valérie	ARS
PELOSSE	Lucie	IREPS Auvergne-Rhône-Alpes
PERAULT	Frédérique	SERA
PHILIPPOT	Marine	Cerema Centre Est
PRUDHOMME	Catherine	Préfecture de région
RACINE	Claudie	CCDSV
RENE	Benoît	GRAINE
REY DU BOISSIEU	Bénédicte	ATMO Auvergne-Rhône-Alpes
RICARD	Lisa	OIKOS
RIVERIEUX-MARQUES	Léa	étudiante
ROUCHOUSE	Claire-Marie	epures, l'agence d'urbanisme de la région stéphanoise
ROUX-LEFEBVRE	Marie-Noëlle	Région Auvergne Rhône-Alpes
ROY	Pauline	Vienne Condrieu Agglomération
RUBIN	Nathalie	Ville de Grenoble
SABOURET	Michel	France Assos Santé Auvergne Rhône-Alpes
SARAZIN	Brigitte	consultante
SAULNIER	Damien	Agence d'urbanisme de Lyon
SCOMAZZON	Sophie	DDT du Rhône
SENNERET	Odile	Ville de Meylan
SEROT	Hélène	Ville de Villeurbanne-Direction de la santé publique
SEYVE	Olivier	UFC QUE CHOISIR Agence locale Loire
SINDT	Charlotte	RNSA
STARC	Véronique	Atmo Auvergne-Rhône-Alpes
TARDIEU	Michèle	ARS Auvergne-Rhône-Alpes
TATUR	Dominique	C2d
THIEVENT	Corinne	SPPPY
VINAY	Pauline	Ville de Grenoble
VINCENT	Bruno	acoucité
VITRY	Brigitte	ARS Auvergne-Rhône-Alpes -DD Drôme
VOITELLIER	Evelyne	Ville de Vichy
WEISTROFF	Gérald	Ville de Fontaines sur Saône
YVON	Jean-Marc	CIRE AuRA